



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 31 décembre 2021



Combattre la COVID-19 et construire un avenir meilleur dans les pays du Sud

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans des recherches de haute qualité dans les pays en développement, partage ses connaissances avec les chercheurs et les décideurs afin d'en accroître l'adoption et l'utilisation, et mobilise des alliances mondiales pour bâtir un monde plus durable et inclusif.

Dans le cadre des activités du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le CRDI soutient et finance la recherche et l'innovation dans les régions en développement, et avec celles-ci, pour impulser le changement à l'échelle mondiale. Nous investissons dans la recherche afin de fournir des données, d'éclairer les décisions et de créer des possibilités qui favorisent un monde inclusif et durable.

À moins d'indication contraire, toutes les sommes mentionnées dans ce rapport financier trimestriel sont en dollars canadiens.

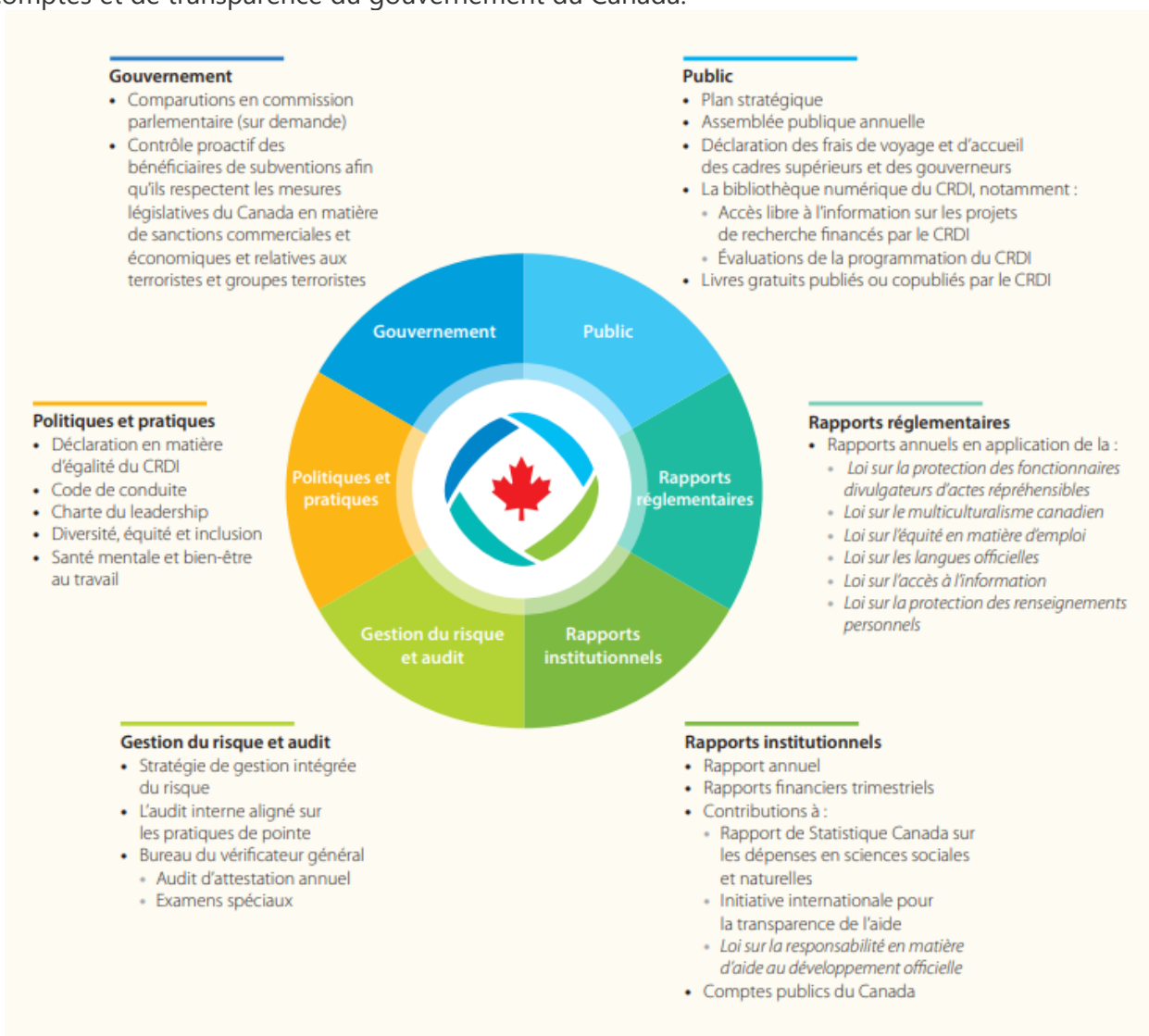
Table des matières

L'engagement du CRDI à l'égard de la transparence et de la reddition de comptes	5
Introduction au rapport financier trimestriel	7
Analyse de la direction	9
Faits saillants de la direction	9
Mise à jour des risques	9
Aperçu de la situation financière	10
Mise à jour sur le rendement	10
Autres indicateurs financiers d'importance	18
Rendement réel par rapport au budget révisé	18
États financiers intermédiaires résumés, non audités	21
Déclaration de responsabilité de la direction	21
État intermédiaire résumé de la situation financière	23
État intermédiaire résumé du résultat global	24
État intermédiaire résumé des variations des capitaux	25
État intermédiaire résumé des flux de trésorerie	26
Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés	27
Nous joindre	35

L'engagement du CRDI à l'égard de la transparence et de la reddition de comptes

Le CRDI est un organisme qui s'emploie à la transparence en fournissant des renseignements sur son site Web, dans ses publications, dans ses rapports au Parlement et mène des programmes de sensibilisation du public. En tant qu'organisme de recherche, le CRDI maintient la transparence avec ses chercheurs et la population en rendant publics les résultats de ses projets, études, articles et autres documents.

Voici quelques-unes des mesures qui aident le Centre à respecter les normes de reddition de comptes et de transparence du gouvernement du Canada.



Introduction au rapport financier trimestriel

Le Parlement du Canada a créé en 1970 le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) dans le but de promouvoir et de faciliter la recherche sur les défis auxquels font face les régions du monde à revenu faible ou intermédiaire. Le travail du CRDI est axé sur l'autonomisation et la mise en pratique des connaissances scientifiques, techniques et autres pour aider les pays en développement.

Depuis sa création, le CRDI a déterminé et relevé des défis cruciaux en matière de développement, et s'est efforcé d'aider les chercheurs des régions en développement à trouver des solutions aux problèmes les plus pressants auxquels sont confrontés leur communauté et leur pays. Depuis ses cinq bureaux internationaux dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et son siège à Ottawa, le CRDI a aidé à combler le fossé numérique, à mettre en œuvre le programme du Sommet de la Terre du Canada, à résoudre les crises alimentaires mondiales, à assurer la transition démocratique dans les économies émergentes et à mettre fin à une épidémie dévastatrice d'Ebola.

La Stratégie 2030, l'ambitieux programme décennal du CRDI, confirme la vision du Centre pour un monde plus durable et inclusif. Il engage le Centre dans les missions suivantes : le CRDI sera un chef de file de la recherche pour le développement en investissant dans la recherche et l'innovation de grande qualité, en diffusant ses connaissances et en tissant des alliances pour la durabilité, la prospérité et l'inclusivité accrues des sociétés.

Dans la partie « Analyse de la direction » du présent document, vous trouverez les résultats financiers du Centre et l'évolution de sa situation au cours du troisième trimestre de l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2021. Le présent rapport a été préparé conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34) et à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables. Les états financiers intermédiaires résumés que vous trouverez dans le présent rapport n'ont pas été vérifiés.

Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande que ce rapport soit lu conjointement avec le *Rapport annuel 2020-2021*. Les divulgations et les informations présentées dans *Rapport annuel 2020-2021* continuent de s'appliquer, sauf indication contraire.

La direction est responsable de la préparation du présent rapport, qui a été approuvé le 25 février 2022 par le comité des finances et de l'audit du conseil des gouverneurs.

Analyse de la direction

Faits saillants de la direction

La direction se concentre sur des activités conformes aux priorités du Centre approuvées par le Conseil des gouverneurs. Les paragraphes ci-dessous mettent en évidence les mesures précises prises au cours de ce trimestre en vue des priorités du Centre pour 2021-2022.

Faire avancer les nouvelles orientations stratégiques établies dans la Stratégie 2030

Le partenariat sur l'adaptation et la résilience aux changements climatiques entre le CRDI et le Bureau des Affaires étrangères du Commonwealth du Royaume-Uni a été annoncé lors de la 26^e session de la Conférence des Parties (COP26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Glasgow en novembre.

Mener une action de rayonnement stratégique et de mobilisation qui positionne le Centre en tant que rassembleur et source principale de connaissances en matière de développement

Le CRDI a organisé des processus de concertation autour du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et a coanimé des groupes de partage des connaissances lors du lancement de l'Alliance pour la recherche sur l'adaptation à la COP26 et de la Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes à la fin novembre.

Renforcer un CRDI qui est adapté à ses objectifs, qui intègre et célèbre la diversité et l'inclusion, et qui dispose d'un personnel en bonne santé et mobilisé

Le CRDI continue de progresser dans l'élaboration d'un plan d'action visant à mettre en œuvre une stratégie environnementale, sociale et de gouvernance. Le CRDI prépare également des divulgations initiales, conformément aux recommandations du groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat, qui seront incluses dans le rapport annuel 2021-2022.

Dans le cadre de l'engagement du Centre visant à assurer une plus grande diversité et inclusion au travail, le CRDI a effectué un recensement de la diversité visant à déterminer les domaines potentiels d'amélioration afin de garantir un environnement de travail inclusif pour tous.

Mise à jour des risques

Au CRDI, la gestion du risque fait l'objet d'une approche continue, proactive et systématique. Intégrée dans tous les domaines d'activité du Centre, la gestion du risque est une responsabilité partagée entre les gestionnaires et les employés du Centre, sous la supervision du Conseil des gouverneurs. Les processus de gestion du risque du CRDI sont conçus pour cerner les risques pouvant avoir une incidence sur la réalisation des objectifs du Centre et pour les gérer en fonction d'un cadre convenu en matière de tolérance au risque. Enfin, la gestion du risque est appliquée de manière stratégique et appropriée afin de donner au Centre l'assurance raisonnable qu'il pourra réaliser ses objectifs.

Dans la section sur les risques du *Rapport annuel 2020-2021* sont décrits les risques stratégiques et opérationnels auxquels le CRDI demeure exposé.

Aperçu de la situation financière



CHARGES

Période de trois mois qui a pris fin :

31 décembre 2021 : 46,5 millions de dollars

31 décembre 2020 : 46,6 millions de dollars

Diminution totale : 0,1 million de dollars, soit 0,1%

Période de neuf mois qui a pris fin :

31 décembre 2021 : 150,6 millions de dollars

31 décembre 2020 : 162,7 millions de dollars

Diminution totale : 12,1 millions de dollars, soit 7,4 %



PRODUITS

Période de trois mois qui a pris fin :

31 décembre 2021 : 52,5 millions de dollars

31 décembre 2020 : 46,6 millions de dollars

Augmentation totale : 5,9 millions de dollars, soit 12,6 %

Période de neuf mois qui a pris fin :

31 décembre 2021 : 152,8 millions de dollars

31 décembre 2020 : 160,7 millions de dollars

Diminution totale : 7,9 millions de dollars, soit 4,9 %

On trouvera une analyse détaillée de ces données dans la section sur les charges et les produits ci-dessous.

Mise à jour sur le rendement

Charges

Le total des charges d'une année sur l'autre pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 est stable. Le total des charges pour une période de neuf mois close le 31 décembre 2021 a diminué de 12,1 millions de dollars, soit 7,4 %. Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques, soit la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs. Pour l'exercice 2021-2022, le Centre a révisé les regroupements de postes budgétaires compris dans les catégories de charges liées au renforcement des capacités de recherche et aux services généraux et administratifs. Les changements apportés au regroupement pour 2021-2022 font que : 1) les services de technologie de l'information et le bureau du vice-président de la stratégie, des régions et des politiques sont présentés sous les services généraux et administratifs; et 2) l'administration du bureau régional est transférée dans le cadre du renforcement des capacités de recherche avec les autres charges des bureaux régionaux. Certains soldes ont été reclassés (voir la note 12 des états financiers).

TABLEAU 1: CHARGES

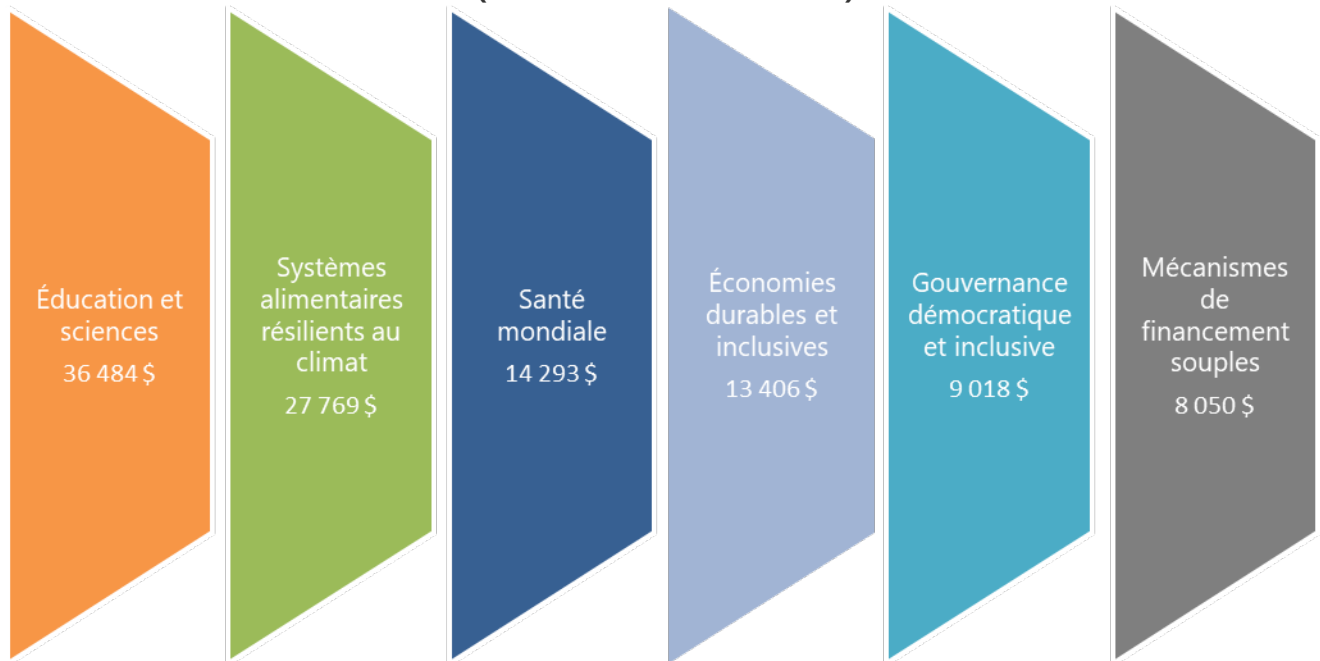
(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 31 décembre				Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			
	2021	2020	Variation en \$	Variation en %	2021	2020	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations			Réalisations	Réalisations		
Programmation en recherche pour le développement								
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	23 178	23 194	(16)	(0,1%)	65 353	81 244	(15 891)	(19,6%)
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	10 598	9 463	1 135	12,0 %	43 667	36 843	6 824	18,5%
Renforcement des capacités de recherche	7 891	8 717	(827)	(9,5%)	26 087	28 965	(2 878)	(9,9%)
	41 667	41 374	293	0,7 %	135 107	147 052	(11 945)	(8,1%)
Services généraux et administratifs	4 890	5 242	(352)	(6,7%)	15 443	15 600	(157)	(1,0%)
Total des charges	46 557	46 616	(59)	(0,1%)	150 550	162 652	(12 102)	(7,4%)

Les charges en **programmation en recherche pour le développement** ont augmenté de 0,7 % dans la période de trois mois qui a pris fin en décembre 2021 pour atteindre 41,7 millions de dollars (contre 41,4 millions de dollars en décembre 2020) et ont augmenté de 8,1 % dans la période de neuf mois qui s'est terminée le 31 décembre 2021, pour atteindre 135,1 millions de dollars (contre 147,1 millions de dollars en décembre 2020). Les charges liées aux projets de recherche financés par des crédits parlementaires sont restées stables pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2021 par rapport à la même période de l'année précédente (23,2 millions de dollars en décembre 2020 et en décembre 2021). Ces charges ont diminué de 19,6 % pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2021 (à 65,4 millions de dollars contre 81,2 millions de dollars en décembre 2020). La diminution pour ladite période s'explique principalement par le moment où les fonds ont été déboursés pour les projets approuvés d'intervention rapide contre la COVID-19 qui ont eu lieu à cette période l'année dernière et qui ne correspondaient pas aux schémas normaux de déboursement des projets de recherche.

Les charges pour la recherche financée par les contributions des bailleurs de fonds ont augmenté de 1,1 million de dollars (passant de 9,5 millions de dollars à 10,6 millions de dollars) pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2021 et de 6,8 millions de dollars (passant de 36,8 millions de dollars à 43,7 millions de dollars) pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2021. Dans les deux cas, l'augmentation est principalement attribuable à un accroissement de l'activité du Programme Partage de connaissances et d'innovations, du programme d'intelligence artificielle pour le développement (IAPD – COVID-19), et d'autres programmes. Les charges liées aux projets de recherche fluctuent d'une année à l'autre en fonction du portefeuille de projets.

La figure 1 donne un aperçu des charges totales afférentes aux projets de recherche par division de programme, y compris celles qui sont couvertes par le crédit parlementaire et les contributions de bailleurs de fonds. Les divisions de programme décrites dans la *Stratégie 2030* sont les suivantes : Systèmes alimentaires résilients au climat, Santé mondiale, Éducation et sciences, Gouvernance démocratique et inclusive, et Économies inclusives. Enfin, les mécanismes de financement souples permettent de faire preuve d'innovation dans la programmation et de saisir des occasions inattendues qui font avancer les priorités du Centre.

FIGURE 1: CHARGES TOTALES AFFÉRENTES AUX PROJETS DE RECHERCHE (TOUTES LES SOURCES) PAR PROGRAMME EN 2021-2022 (EN MILLIERS DE DOLLARS)



Les charges de projets de recherche pour la période 2021-2022 **s'élèvent à 109,0 millions de dollars**, dont 65,3 millions de dollars proviennent du crédit parlementaire et 43,7 millions de dollars des contributions de bailleurs de fonds.

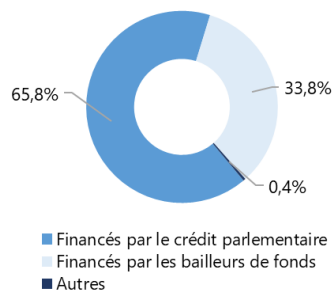
Les charges liées au **renforcement des capacités de recherche** de pour les trois mois se terminant le 31 décembre 2021 sont inférieures de 0,8 million de dollars par rapport à la même période de l'année précédente; pour les neuf mois se terminant le 31 décembre 2021, elles sont inférieures de 2,9 millions de dollars par rapport à la même période de l'année précédente. Pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2021, la diminution est due à la provision comptable pour le démantèlement de l'actuel siège du CRDI; pour celle de neuf mois prenant fin le 31 décembre 2021, la diminution est liée à la baisse des salaires et des avantages en raison de postes vacants et du calendrier des charges d'exploitation continues.

Les charges globales pour les **services généraux et administratifs** pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2021 ont baissé de 0,4 million de dollars par rapport à la même période de l'année dernière; pour celle de neuf mois se terminant le 31 décembre 2021, elles sont inférieures de 0,2 million de dollars par rapport à la même période de l'année dernière. Dans les deux cas, la hausse des coûts en 2020 s'explique par la mise en œuvre d'un nouveau système financier au cours de l'année.

Produits

Le financement du Centre provient surtout d'un crédit parlementaire et de contributions de bailleurs de fonds reçues en vertu d'accords de cofinancement. Le crédit parlementaire représente la source de produits la plus importante (voir la figure 2).

FIGURE 2: SOURCE DES PRODUITS



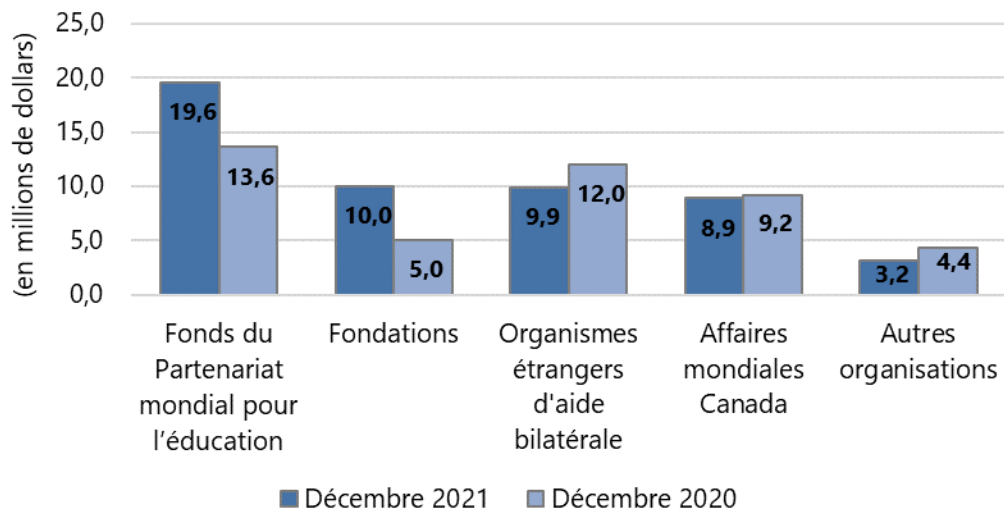
TABEAU 2: PRODUITS

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 31 décembre				Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			
	2021	2020	Variation en \$	Variation en %	2021	2020	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations			Réalisations	Réalisations		
Crédit parlementaire	39 500	34 787	4 713	13,5 %	100 600	115 987	(15 387)	(13,3%)
Contributions de bailleurs de fonds	12 729	11 594	1 135	9,8 %	51 576	44 233	7 343	16,6 %
Autres produits	262	254	7	2,9 %	607	491	116	23,6 %
Total des produits	52 491	46 635	5 855	12,6 %	152 783	160 711	(7 928)	(4,9%)

Au cours de la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2021, le total du **crédit parlementaire** comptabilisé a augmenté de 13,5 %, passant de 34,8 millions de dollars à 39,5 millions de dollars; pour celle de neuf mois se terminant le 31 décembre 2021, il a diminué de 13,3 %, passant de 116,0 millions de dollars à 100,6 millions de dollars pour la même période en 2020-2021. Pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2021, le Centre a effectué un prélèvement de 4,7 millions de dollars de plus de son crédit parlementaire par rapport à la même période de l'année précédente; pour celle de neuf mois se terminant le 31 décembre 2021, le Centre a retiré 15,4 millions de dollars de moins de son crédit parlementaire par rapport à la même période de l'année précédente (voir tableau 2). Cela est dû aux variations des besoins de financement, qui sont principalement déterminés par les charges des projets de recherche.

Au cours de la période de trois mois de cet exercice clos le 31 décembre 2021, les **produits provenant des contributions des bailleurs de fonds** ont augmenté de 1,1 million de dollars, soit 9,8 % par rapport à l'exercice précédent; pour celle de neuf mois de cet exercice clos le 31 décembre 2021, ils ont progressé de 7,3 millions de dollars, soit 16,6 % par rapport à l'exercice précédent (voir tableau 2). Les contributions provenant de bailleurs de fonds sont toujours reçues à l'avance et comptabilisées comme produits quand les charges de projet afférentes sont engagées. Il faut s'attendre à des variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre, car les charges de projet (et, par conséquent, les produits) ne sont pas réparties également sur toute la durée de chaque accord de contribution conclu avec un bailleur de fonds. Veuillez consulter la partie portant sur les charges (tableau 1) pour obtenir de plus amples renseignements sur les variations entre les projets de recherche. Les produits de revenus provenant des contributions des bailleurs de fonds sont présentés par type de bailleurs de fonds à la figure 3.

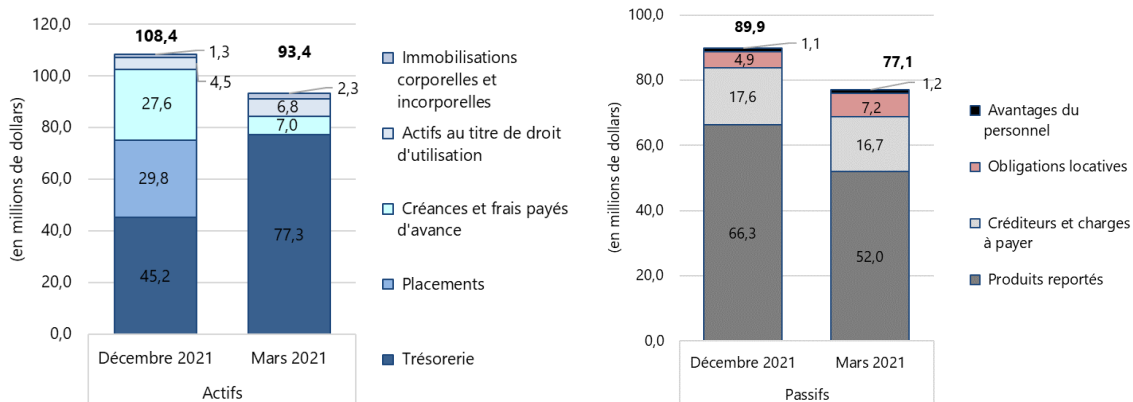
FIGURE 3: PRODUITS PROVENANT DE CONTRIBUTIONS DE BAILLEURS DE FONDS



Situation financière

La situation financière du Centre est résumée dans la figure 4. En date du 31 décembre 2021, l'essentiel de l'actif était composé d'espèces et d'investissements provenant du cycle de financement reçu pour les programmes financés par les bailleurs de fonds. Le passif comprend une grande partie de produits reportés, qui correspondent aux fonds reçus des bailleurs de fonds, mais non encore comptabilisés comme produits.

FIGURE 4: SOMMAIRE DES ACTIFS ET PASSIFS

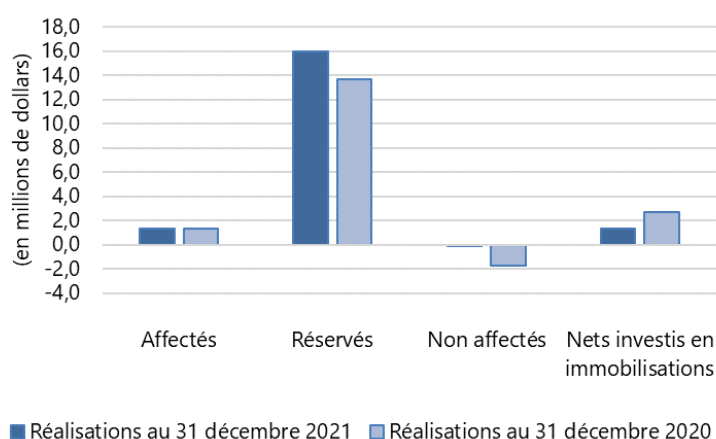


Au 31 décembre 2021, les **actifs** totaux avaient augmenté de 16,1 % (passant de 93,4 millions de dollars à 108,4 millions de dollars) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2021. Le Centre a investi les liquidités excédentaires qui ne sont pas nécessaires à court terme pour obtenir des revenus de placements plus élevés par rapport à ceux qui peuvent être générés sur des comptes bancaires. La plupart des placements sont constitués d'obligations et de quelques certificats de placement garanti (voir la note 2 des états financiers). L'augmentation des créateurs et des charges payées d'avance s'explique par l'augmentation des contributions des bailleurs de fonds. Les soldes de trésorerie ont diminué principalement en raison d'investissements totalisant 29,8 millions de dollars.

Le total des **passifs** a augmenté de 16,6 % (passant de 77,1 à 89,9 millions de dollars) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2021. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des produits reportés à payer pour les projets et programmes financés par les contributions des bailleurs de fonds. Elle est partiellement compensée par une réduction des obligations locatives due aux paiements de location. Le montant des avantages du personnel indiqué dans la figure 4 représente la partie non courante; la partie courante est incluse dans les charges à payer.

Les capitaux propres du Centre se répartissent en quatre catégories : affectés, réservés, non affectés, et nets investis en immobilisations. Le montant des capitaux propres dans chacune de ces catégories est établi conformément à la politique relative aux capitaux propres du Centre.

FIGURE 5: CAPITAUX PROPRES



Les capitaux propres **affectés** sont stables à 1,3 million de dollars et représentent les fonds destinés à la bourse John G. Bene (1,2 million de dollars) et les fonds reçus pour les Fonds David et Ruth Hopper et Ramesh et Pilar Bhatia du Canada, qui sont utilisés pour appuyer financièrement de jeunes chercheurs, en particulier des femmes, originaires du Canada, d'Inde et des Philippines, en début de carrière, au moyen de bourses de recherche, de bourses d'études ou de stages (0,1 million de dollars).

Les fonds propres **réservés** sont destinés à être utilisés pour absorber les fluctuations dans le décaissement des engagements des programmes de recherche en cours, qui dépendent de la performance des bénéficiaires, et pour financer l'achat futur de biens immobiliers, d'équipements, d'immobilisations incorporelles, ainsi que les investissements ou initiatives à venir. La réserve de 15,9 millions de dollars (voir la figure 5) comprend 9,5 millions de dollars mis de côté pour les améliorations locatives futures des locaux du siège social du Centre. Un montant de 5,9 millions de dollars est réservé pour absorber les fluctuations dans les décaissements à l'égard des engagements en cours pour les projets de recherche. Le solde des capitaux propres réservés est destiné à financer des initiatives technologiques.

Le léger solde négatif de 0,1 million de dollars en capitaux propres **non affectés** (voir la figure 5) correspond au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés

et aux capitaux propres réservés. Ce solde reflète tous les écarts décrits dans les sections précédentes sur les charges et les produits. Le montant négatif a été compensé par les capitaux propres réservés et devrait se résorber d'ici la fin du prochain trimestre financier.

Les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 1,3 million de dollars, excluent les capitaux propres qui représentent les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Le solde diminue d'un exercice à l'autre, car la valeur de l'amortissement dépasse celle des acquisitions d'immobilisations. Cette catégorie de capitaux correspond à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. Les capitaux propres nets investis en immobilisations sont ventilés par type d'immobilisation dans le tableau 3.

TABLE 3: IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers de dollars)	Décembre 2021
Améliorations locatives	760
Matériel informatique	441
Logiciels	56
Mobilier, matériel de bureau et véhicules	77
Systèmes de communication	12
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	1 346

Flux de trésoreries

Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2021, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet d'augmenter la trésorerie de 0,4 million de dollars (se reporter au tableau 4). Cette augmentation des liquidités reflète l'argent reçu notamment du crédit parlementaire et des contributions des bailleurs de fonds. Pour de plus amples renseignements sur chaque catégorie (rentrées et sorties), veuillez consulter l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie du présent rapport.

Les flux de trésorerie utilisés dans les **activités d'investissement** pour les neuf mois se terminant le 31 décembre 2021 s'élevaient à 30,0 millions de dollars et sont liés aux investissements qui ont été réalisés au cours du premier trimestre de l'exercice.

L'essentiel des liquidités et investissements dont le Centre disposait au 31 décembre 2021 provient des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds (se reporter à la note 6 des états financiers).

TABLEAU 4: SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

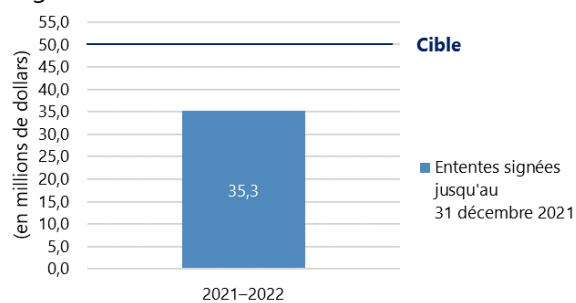
(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Variation en \$	Variation en %
	Réalisations 2021	Réalisations 2020		
Entrées	146 200	150 904	(4 704)	(3,1%)
Sorties	(145 843)	(160 163)	14 320	8,9 %
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation	357	(9 259)	9 616	103,9 %
Achat de placements	(29 866)	-	(29 866)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(109)	220	(329)	149,5 %
(Sorties) rentrées de fonds liées aux activités d'investissement	(29 975)	220	(30 195)	-
Paiement des obligations locatives et intérêts payés sur les obligations locatives	(2 502)	(2 546)	44	1,7 %
Sorties de fonds liées aux activités de financement	(2 502)	(2 546)	44	1,7 %
Diminution de la trésorerie	(32 120)	(11 585)	(20 535)	(177,3%)
Trésorerie au début de la période	77 262	82 380	(5 118)	(6,2%)
Trésorerie à la fin de la période	45 142	70 795	(25 653)	(36,2%)

Autres indicateurs financiers d'importance

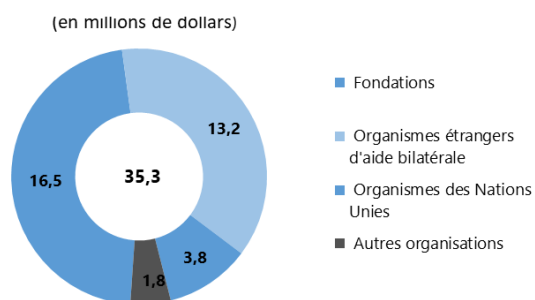
Depuis le 1er avril 2021, de nouveaux accords de cofinancement dont la valeur s'élève à 35,3 millions de dollars ont été conclus (se reporter à la figure 6). La direction travaille activement sur des ententes de cofinancement supplémentaires qui devraient être conclues d'ici la fin de l'exercice.

FIGURE 6 : ACCORDS DE COFINANCEMENT

Progrès vers la cible de cofinancement 2021–2022



Accords de cofinancement par type de bailleurs de fonds pour 2021–2022



En date du 31 décembre 2021, le Centre s'est engagé à verser un montant total de 226,4 millions de dollars pour la réalisation d'activités en matière de programmation en recherche pour le développement. On prévoit que la totalité de ces fonds sera versée au cours des six prochaines années. De cette somme, 144,1 millions de dollars devraient provenir du crédit parlementaire et 82,3 millions de dollars, de bailleurs de fonds. Le tableau 5 ci-dessous présente un aperçu des engagements en cours par programme.

TABEAU 5: ENGAGEMENTS EN COURS À L'ÉGARD DE PROJETS DE RECHERCHE PAR PROGRAMME

(en milliers de dollars)	Décembre 2021
Éducation et sciences	82 575
Systèmes alimentaires résilients au climat	49 188
Santé mondiale	33 456
Économies durables et inclusives	26 604
Gouvernance démocratique et inclusive	20 025
Mécanismes de financement souples	14 593
Total	226 441

Rendement réel par rapport au budget révisé

Aucun changement important n'a été apporté à l'environnement opérationnel depuis la publication du dernier *Rapport annuel 2020-2021* disponible sur le site Web du Centre. Le Centre a effectué un exercice de révision budgétaire afin de garantir l'utilisation efficace des ressources financières pour le reste de l'exercice. Les résultats de l'exercice en cours seront intégrés au rapport trimestriel de décembre 2021.

Dans la *Stratégie 2030*, le Centre s'est engagé à s'adapter aux besoins. La direction continue d'organiser et de mener des activités qui favorisent l'atteinte des objectifs de la *Stratégie 2030*, tout en garantissant une utilisation efficace des ressources financières afin qu'elles aient des retombées et qu'elles créent de la valeur ajoutée.

Le Centre continue de se concentrer sur la santé, la sûreté et la sécurité de ses employés, et continue de travailler à distance. Des plans de reprise du travail dans tous les bureaux seront mis en œuvre, conformément aux directives des responsables de la santé et du gouvernement.

Le Conseil des gouverneurs a approuvé le budget 2021-2022 avant le début de l'exercice. Le budget a été révisé à la suite de l'exercice de révision budgétaire susmentionné. Les activités du Centre sont assujetties aux fluctuations saisonnières et peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Le tableau 6 présente les perspectives financières et donne un aperçu des produits et des charges pour la période se terminant le 31 décembre 2021 et l'exercice 2021-2022.

TABLEAU 6: RÉALISATIONS PAR RAPPORT AU BUDGET

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2021				2021-2022 Budget
	Budget	Réalisations	Écart	Écart en %	
Éléments de l'état du résultat global					
Charges					
Programmation en recherche pour le développement					
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	74 000	65 353	8 646	11,7%	101 497
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	51 469	43 667	7 802	15,2%	69 891
Renforcement des capacités de recherche	33 715	26 087	7 628	22,6%	45 609
Services généraux et administratifs	16 591	15 443	1 148	6,9%	21 977
	175 775	150 550	25 226	14,4%	238 974
Produits					
Crédit parlementaire	101 000	100 600	(400)	(0,4%)	148 611
Contributions des bailleurs de fonds	62 623	51 576	(11 047)	(17,6%)	85 209
Autres produits	203	607	404	198,5%	384
	163 826	152 783	(11 043)	(6,7%)	234 204
Résultats d'exploitation nets	(11 949)	2 233	14 183	(118,7%)	(4 770)

Charges réelles par rapport au budget – mise à jour

Les **charges liées aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire** ont été inférieures de 8,6 millions de dollars à celles prévues au budget depuis le début de l'exercice. Cette baisse s'explique par des paiements plus faibles que prévu pour les projets, attribués aux retards liés à la COVID-19 et au calendrier des paiements initiaux sur les nouveaux projets, qui interviendront plus tard que prévu.

La recherche **financée par les contributions des bailleurs de fonds** a été inférieure de 7,8 millions de dollars au budget prévu pour la même période en raison de la sous-utilisation de plusieurs grands programmes, comme le Programme Partage de connaissances et d'innovations du Partenariat mondial pour l'éducation, l'initiative des conseils subventionnaires de la recherche scientifique en Afrique

subsaharienne, le programme Fonds d'innovation en vaccins pour le bétail et le Réseau de connaissances sur le climat et le développement. Les paiements pour les projets de recherche sont basés sur l'avancement des activités de recherche du bénéficiaire et sur la soumission de produits livrables satisfaisants. Le fait que des paiements n'aient pas été effectués conformément au calendrier prévu, en particulier dans le cas de programmes pluriannuels importants et complexes, reflète l'imprévisibilité inhérente liée à la conduite d'activités de recherche.

La direction continue à évaluer régulièrement, à surveiller et à atténuer, dans la mesure du possible, les effets de la pandémie sur les bénéficiaires de subventions et l'impact qui en résulte sur les charges de recherche. Plusieurs projets peuvent nécessiter une prolongation de leur durée en raison de retards dans la recherche, reflétant l'évolution de l'environnement dans lequel les bénéficiaires de subventions opèrent.

Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche** ont baissé de 7,6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires depuis le début de l'exercice. Cela est dû à la diminution des charges pour les salaires et les avantages, principalement en raison des postes vacants, ainsi qu'au calendrier des activités en cours.

L'écart budgétaire de 1,1 million de dollars pour les **frais généraux et administratifs** s'explique par l'échelonnement des charges de fonctionnement continu, comme les services professionnels et les économies réalisées sur les salaires et les avantages.

Produits réels par rapport au budget

Les **produits provenant du crédit parlementaire** ont été inférieurs de 0,4 million de dollars à ceux prévus au budget depuis le début de l'exercice. Le Centre compte prélever des fonds du crédit parlementaire en tenant compte des charges prévues.

Les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont été inférieurs de 11,0 millions de dollars au budget. Veuillez consulter la section ci-dessus sur la mise à jour des perspectives de charges pour obtenir plus de renseignements sur les variations entre les projets.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés, conformément aux exigences de la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), et de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables (Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État GC 5200) , et aux contrôles internes qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'inexactitudes importantes. De plus, la direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

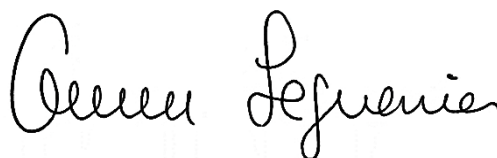
Au nom de la direction,

Le président du Centre

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, PhD

La vice-présidente, Ressources,
et chef de la direction financière

Handwritten signature of Geneviève Leguerrier in black ink.

Geneviève Leguerrier, CPA, CA

Ottawa, Canada
Le 25 février 2022

État intermédiaire résumé de la situation financière

(En milliers de dollars canadiens)

au

	<i>(non audité)</i>	<i>(audité)</i>
	31 décembre 2021	31 mars 2021
Actifs		
Courants		
Trésorerie	45 142	77 262
Placements (note 2)	2 525	—
Créances et charges payées d'avance (note 3)	27 621	6 964
	<u>75 288</u>	<u>84 226</u>
Non courants		
Placements (note 2)	27 254	—
Immobilisations corporelles	1 290	2 182
Immobilisations incorporelles	56	151
Actifs au titre du droit d'utilisation (note 4)	4 502	6 791
	<u>108 390</u>	<u>93 350</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	17 564	16 729
Obligations locatives (note 5)	2 563	2 998
Produits reportés (note 6)	60 018	45 995
	<u>80 145</u>	<u>65 722</u>
Non courants		
Produits reportés (note 6)	6 253	5 992
Avantages du personnel	1 133	1 199
Obligations locatives (note 5)	2 349	4 160
	<u>89 880</u>	<u>77 073</u>
Capitaux propres		
Non affectés	(71)	—
Affectés	1 291	1 291
Nets investis en immobilisations	1 346	2 333
Réservés	15 944	12 653
	<u>18 510</u>	<u>16 277</u>
	<u>108 390</u>	<u>93 350</u>
Engagements (note 7)		
Éventualités (note 8)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audités - en milliers de dollars canadiens)

	Période de trois mois qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Charges				
Programmation en recherche pour le développement (notes 9 et 12)				
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	23 178	23 194	65 353	81 244
Projets de recherche financés par les contributions de bailleurs de fonds	10 598	9 463	43 667	36 843
Renforcement des capacités de recherche (note 12)	7 891	8 717	26 087	28 965
	<u>41 667</u>	<u>41 374</u>	<u>135 107</u>	<u>147 052</u>
Services généraux et administratifs (notes 9 et 12)	4 890	5 242	15 443	15 600
Total des charges	<u>46 557</u>	<u>46 616</u>	<u>150 550</u>	<u>162 652</u>
Produits	12 729	11 594	51 576	44 233
Contributions de bailleurs de fonds (note 10)	262	254	607	491
Autres produits	12 991	11 848	52 183	44 724
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(33 566)	(34 768)	(98 367)	(117 928)
Crédit parlementaire (note 11)	39 500	34 787	100 600	115 987
Résultats d'exploitation nets	<u>5 934</u>	<u>19</u>	<u>2 233</u>	<u>(1 941)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audités - en milliers de dollars canadiens)

	<u>31 décembre 2021</u>	<u>31 décembre 2020</u>
Capitaux propres non affectés		
Au début de la période	—	—
Résultats d'exploitation nets	2 233	(1 941)
Virements nets en provenant ou vers d'autres catégories de capitaux propres	<u>(2 304)</u>	<u>240</u>
Solde à la fin de la période	<u>(71)</u>	<u>(1 701)</u>
Capitaux propres affectés		
Au début de la période	1 291	1 275
Augmentation nette	<u>—</u>	<u>15</u>
Solde à la fin de la période	<u>1 291</u>	<u>1 290</u>
Capitaux propres nets investis en immobilisations		
Au début de la période	2 333	4 238
Diminution nette	<u>(987)</u>	<u>(1 548)</u>
Solde à la fin de la période	<u>1 346</u>	<u>2 690</u>
Capitaux propres réservés		
Au début de la période	12 653	12 394
Virements nets provenant ou vers d'autres catégories de capitaux propres	<u>3 291</u>	<u>1 293</u>
Solde à la fin de la période	<u>15 944</u>	<u>13 687</u>
Capitaux propres à la fin de la période	<u>18 510</u>	<u>15 966</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(Non audités - en milliers de dollars canadiens)

	<u>31 décembre 2021</u>	<u>31 décembre 2020</u>
Activités d'exploitation		
Entrées provenant du crédit parlementaire	104 404	115 987
Entrées provenant de contributions de bailleurs de fonds	40 372	34 142
Entrées provenant d'autres sources	1 424	775
Sorties destinées à des bénéficiaires de subventions	(102 210)	(115 954)
Sorties destinées aux employés	(31 455)	(31 413)
Sorties destinées aux fournisseurs et autres	(12 178)	(12 796)
	<u>357</u>	<u>(9 259)</u>
Activités d'investissement		
Achat de placements	(29 866)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(109)	220
	<u>(29 975)</u>	<u>220</u>
(Sorties) Rentrées de fonds liées aux activités d'investissement		
Activités de financement		
Paiement des obligations locatives	(2 246)	(2 223)
Intérêts payés sur les obligations locatives	(256)	(323)
	<u>(2 502)</u>	<u>(2 546)</u>
Sorties de fonds liées aux activités de financement		
Diminution de la trésorerie	(32 120)	(11 585)
Trésorerie au début de l'exercice	77 262	82 380
Trésorerie à la fin de l'exercice	45 142	70 795

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(Non audités - en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2021

1. Mode de présentation des états financiers

A) Renseignements généraux

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre ou CRDI) est une société d'État canadienne sans capital-actions et n'est pas un agent de Sa Majesté. Il a été créé en 1970 comme organisme de bienfaisance enregistré par le Parlement du Canada qui promulgue, à cette fin, au moyen de la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international.

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148, et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

B) Mode de présentation des états financiers

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables, ainsi qu'aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes IFRS publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI).

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour les investissements qui sont évalués au coût d'amortissement et pour certains autres instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens (c.-à-d. la monnaie de fonctionnement du Centre). De plus, toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars près (000 \$), sauf indication contraire.

C) Principales conventions comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

La politique comptable relative aux investissements est présentée à la note 2.

D) Jugements et estimations d'importance

Les principaux jugements et estimations d'importance utilisés dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

E) Fiscalité

Le Centre est exonéré d'impôt, en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

F) Pandémie de la COVID-19

Les incidences de la pandémie sur le Centre sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, il n'y a pas eu de changement significatif dans les impacts indiqués dans les états financiers annuels.

G) Application de nouvelles normes comptables

- I. Nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont entrées en vigueur en 2021

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, aucune nouvelle norme, modification ou interprétation ayant eu une incidence sur les présents états financiers n'a été publiée par le CNCI ou le Comité d'interprétation des normes IFRS.

II. Normes, modifications et interprétations non encore en vigueur

Modifications de la norme comptable internationale IAS 1 Présentation des états financiers : en janvier 2020, le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a publié des modifications à la norme IAS 1 afin de clarifier les exigences relatives au classement des passifs comme étant à court terme ou à long terme. Les modifications précisent que les conditions déjà en place à la fin de la période visée par le rapport sont celles qui seront employées pour déterminer s'il existe un droit de reporter le règlement d'un passif. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Une application anticipée est permise. Le Centre a déterminé que les modifications n'auront aucune incidence importante sur son état financier.

Des modifications ont également été apportées à la norme IAS 16 Immobilisations corporelles et à la norme IAS 37 Provisions pour passif éventuel et actif éventuel, qui ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur. On ne s'attend pas à ce que ces modifications, qui entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, aient une incidence importante sur le Centre.

2. Placements

Méthodes comptables

Les investissements consistent en des actifs financiers non dérivés avec des paiements fixes ou déterminables et des échéances fixes. Le Centre détient actuellement des obligations cotées en bourse et des certificats de placement garantis qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les investissements détenus sont conformes à la politique d'investissement approuvée par le conseil d'administration. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et inclus dans le revenu de l'année.

Renseignements complémentaires

Les portefeuilles de placement du Centre sont constitués d'obligations canadiennes, provinciales et de sociétés dont les taux d'intérêt effectifs varient de 1,83 % à 2,47 % (taux d'intérêt nominal variant de 1,35 % à 7,35 %), et de certificats de placement garanti (CPG) dont les taux d'intérêt fixes varient de 0,5 % à 1,4 %. Les dates d'échéance des obligations varient de mars 2022 à mars 2031 et celles des CPG varient d'avril 2023 à avril 2026. Il est prévu que tous les placements soient détenus jusqu'à leur échéance.

La valeur comptable nette, mesurée au coût amorti, et la juste valeur de ces investissements sont présentées dans les tableaux suivants. Les justes valeurs des investissements peuvent être déterminées par (a) des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); (b) des données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire des prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivées de prix) (niveau 2); ou (c) des données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3). Les justes valeurs des placements du Centre ne sont pas cotées sur un marché actif, mais sont plutôt déterminées à partir des prix cotés sur un marché de gré à gré décentralisé, ce qui est considéré comme le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

	31 décembre 2021
Placements courants	2 525
Placements non courants	27 254
	29 779
	31 décembre 2021
Valeur comptable nette au coût amorti	
Obligations :	
Fédéral	2 995
Provincial	12 802
Entreprise	1 982
Total des obligations	17 779
Certificats de placement garantis	12 000
	29 779

	<u>31 décembre 2021</u>
Juste valeur	
Obligations :	
Fédéral	3 008
Provincial	12 795
Entreprise	1 969
Total des obligations	<u>17 772</u>
Certificats de placement garantis	<u>12 074</u>
	<u>29 846</u>

3. Créances et charges payées d'avance

	<u>31 décembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Créances		
Contributions de bailleurs de fonds	25 488	—
Crédit parlementaire	—	3 804
Autres	1 029	1 719
	<u>26 517</u>	<u>5 523</u>
Charges payées d'avance	1 104	1 441
Total des créances et des charges payées d'avance	<u>27 621</u>	<u>6 964</u>

4. Actifs au titre du droit d'utilisation

	<u>31 décembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Coût		
Contrats de location au début de l'exercice	13 168	13 168
Acquisitions	—	—
	<u>13 168</u>	<u>13 168</u>
Amortissement cumulé		
Au début de l'exercice	(6 377)	(3 275)
Amortissement	(2 289)	(3 102)
	<u>(8 666)</u>	<u>(6 377)</u>
Valeur comptable nette à la fin de la période	<u>4 502</u>	<u>6 791</u>

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, le Centre a dépensé une somme de 2 \$ pour des contrats de location touchant des actifs de faible valeur à l'égard desquels l'exemption de comptabilisation a été appliquée. Les paiements de location liés à ces contrats sont comptabilisés en tant que charges relatives au mobilier de bureau, à l'équipement et à l'entretien dans l'état du résultat global (voir la note 9).

Le 22 juin 2021, un bail a été conclu pour les locaux du Centre en Jordanie. Le bail d'un an a débuté le 1^{er} novembre 2021. Par conséquent, l'exemption de comptabilisation pour les baux à court terme sera appliquée. La valeur totale du bail est de 40 \$, et le Centre a dépensé 6,9 \$ en frais liés à ce bail à court terme.

Le Centre dispose également d'un bail de onze mois pour des bureaux en Inde, qui a pris effet le 1^{er} mai 2021, et pour lequel l'exemption de comptabilisation des baux à court terme a également été appliquée. La valeur totale de ce bail est de 206 \$ et le Centre a dépensé 147 \$ en frais liés à ce bail à court terme.

Le bail à Ottawa entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2022, ce qui coïncide avec la fin du bail actuel à Ottawa. Les sorties de fonds futures dans le cadre de ce bail de 15 ans s'élèvent à 24,6 millions de dollars. Le droit d'utilisation et les responsabilités correspondantes liées au bail seront établis au début du bail. Les charges d'exploitation estimées qui sont liées à ce bail sont comprises dans les engagements (voir la note 7).

5. Obligations locatives

	31 décembre 2021	31 mars 2021
Au début de l'exercice	7 158	10 120
Acquisitions	—	—
Frais d'intérêts	256	420
Paiements de location	(2 502)	(3 382)
	4 912	7 158
Obligations locatives incluses dans l'état de la situation financière		
Courantes	2 563	2 998
Non courantes (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	1 061	2 637
Non courantes (dans plus de cinq ans)	1 288	1 523
	4 912	7 158
Analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Courants	2 826	3 328
Non courants (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	1 808	3 465
Non courants (dans plus de cinq ans)	1 563	1 907
	6 197	8 700

6. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	31 décembre 2021	31 mars 2021
Contributions de bailleurs de fonds au financement de projets de recherche pour le développement		
Courants	60 018	45 995
Non courants	6 253	5 992
	66 271	51 987

7. Engagements

Projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 226,4 millions de dollars (216,8 millions de dollars au 31 mars 2021) au cours des six prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 144,1 millions de dollars (131,9 millions de dollars au 31 mars 2021) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 82,3 millions de dollars (84,9 millions de dollars au 31 mars 2021) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	31 décembre 2021	31 mars 2021
D'ici un an	134 318	106 847
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	92 037	109 969
Dans plus de cinq ans	86	—
Total des paiements à effectuer	226 441	216 816

Autres

Le Centre est tenu de respecter divers accords relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2037. Au 31 décembre 2021, les futurs paiements à effectuer en vertu de ces engagements sont les suivants :

	31 décembre 2021	31 mars 2021
D'ici un an	6 380	9 985
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	10 308	8 565
Dans plus de cinq ans	18 203	19 464
Total des paiements à effectuer	34 891	38 014

Après la signature d'un nouveau bail pour les locaux du Centre à Ottawa (voir la note 4), les engagements au 31 décembre 2021 comprennent des coûts d'exploitation estimés à 25,2 millions de dollars jusqu'en 2037.

8. Éventualités

De temps à autre, le Centre peut être visé par des procédures judiciaires, des réclamations et des litiges qui surviennent dans le cours normal des activités. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état intermédiaire résumé de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

Au 31 décembre 2021, il y avait une réclamation en cours totalisant 1,1 million de dollars, pour laquelle des provisions ont été enregistrées au passif (31 mars 2021 : 1,1 million de dollars).

9. Tableau des charges

	Période de trois mois qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Programmation en recherche pour le développement				
Contributions destinées aux institutions et aux particuliers	32 617	31 732	104 989	114 709
Salaires et avantages liés aux activités de base	5 547	5 337	16 953	17 446
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés ^a	1 307	1 472	4 226	4 502
Services professionnels	1 377	914	4 052	3 608
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	516	543	1 557	1 659
Locaux	(124)	431	884	1 602
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	198	275	692	844
Charges liées aux projets cofinancés ^a	114	158	604	600
Réunions et conférences	(146)	30	188	74
Intérêts sur les obligations locatives	54	72	174	229
Déplacements	61	149	124	420
Autres	146	261	664	1 359
	41 667	41 374	135 107	147 052
Services généraux et administratifs				
Salaires et avantages	3 337	3 178	9 968	10 119
Services professionnels	393	971	1 537	2 129
Logiciels	423	176	1 146	636
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	242	223	732	678
Mobilier de bureau, matériel et entretien	35	50	301	163
Locaux	(110)	174	284	517
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	76	107	251	484
Intérêts sur les obligations locatives	26	30	82	94
Déplacements	(4)	—	4	7
Autres	472	333	1 138	773
	4 890	5 242	15 443	15 600
Total des charges	46 557	46 616	150 550	162 652

^a Comprend tous les coûts directement liés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre des projets cofinancés. Les charges totales à ce titre s'élèvent à 1 421 \$ pour le trimestre (1 630 \$ au 31 décembre 2020) et à 4 830 \$ pour la période de neuf

mois (5 102 \$ au 31 décembre 2020). Les charges visant les capacités de recherche correspondent à la pluralité des rôles que le CRDI joue en tant qu'organisme subventionnaire de la recherche, conseiller et courtier du savoir. Cela signifie que le CRDI est un organisme subventionnaire de la recherche et qu'il renforce les capacités des bénéficiaires tout au long du processus de recherche.

10. Contributions de bailleurs de fonds

Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	Période de trois mois qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)	3 211	1 265	19 572
Affaires mondiales Canada	1 725	1 977	8 846	9 242
Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)	2 082	3 355	5 955	4 044
Fondation Bill et Melinda Gates	1 909	477	5 571	3 518
Department of Health and Social Care du Royaume-Uni (DHSC)*	221	759	2 495	3 360
Fondation William et Flora Hewlett	1 298	368	2 186	676
Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO)**	841	820	1 637	3 583
Australian Centre for International Agricultural Research	535	701	1 612	1 947
Fondation Rockefeller	462	—	1 389	—
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	49	1 404	733	2 403
Autres organismes bailleurs de fonds	396	468	1 580	1 857
	12 729	11 594	51 576	44 233

* anciennement connu sous le nom de United Kingdom Department of Health

** anciennement appelé Department for International Development (UK Aid)

11. Crédit parlementaire

	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2021	2020
Crédit parlementaire annuel	148 611	141 849
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin	(29 000)	(30 700)
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre	(32 100)	(50 500)
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois qui a pris fin le 31 décembre	(39 500)	(34 787)
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	(100 600)	(115 987)
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice	48 011	25 862

12. Reclassement

Le Centre a révisé les regroupements de postes budgétaires compris dans les catégories de charges liées au renforcement des capacités de recherche et aux services généraux et administratifs. Cette nouvelle présentation a affecté l'état intermédiaire résumé du résultat global et le tableau des charges de la note 9.

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice en cours, le résultat net étant que 447 \$ des charges du trimestre et 1 390 \$ des charges de la période de neuf mois liées aux charges au titre du renforcement des capacités de recherche ont été reclassés dans les charges liées aux services généraux et administratifs. Les charges au titre de renforcement des capacités de recherche au 31 décembre 2020 s'élevaient à 8 717 \$ pour le trimestre, et à 28 965 \$ pour la période de neuf mois, comparativement à 9 164 \$ et 30 355 \$ avant le reclassement. Au 31 décembre 2020, les charges liées aux services généraux et administratifs s'élevaient à 5 242 \$ pour le trimestre et à 15 600 \$ pour la période de neuf mois, comparativement à 4 795 \$ et 14 210 \$ avant le reclassement.

Nous joindre

Siège social

ADRESSE POSTALE

C.P. 8500

Ottawa (Ontario), Canada

K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE

150, rue Kent

Ottawa (Ontario), Canada

K1P 0B2

Téléphone : (+1) 613-236-6163

Télécopieur : (+1) 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca

Visitez la page de [Contactez-nous](#) à crdi.ca pour communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI.

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse www.crdi.ca.

crdi.ca